



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Arrêté du **09 MAI 2022** désignant la société LH PROJET, tiers demandeur pour la réhabilitation du site anciennement exploité par la société AKZO NOBEL, 182, rue Ludovic Becquet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf et portant substitution à la réalisation du plan de gestion d'un site pollué

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et en particulier les articles L.511-1, L.512-21, R.512-76 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2015-1004 du 18 août 2015 portant application de l'article L.512-21 du code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1er avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualités des eaux brutes et des eaux destinées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux du dernier exploitant la société AKZO NOBEL Packaging Coatings réglementant les installations de la société ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-014 du 01 avril 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la déclaration de cessation d'activité du 24 février 2014 effectuée par la société AKZO NOBEL Packaging Coatings ;
- Vu l'accord du 16 septembre 2021 de la Mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf sur la proposition de l'usage futur retenu proposé par le tiers demandeur à savoir l'usage résidentiel ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 13 février 2020 approuvé par la Métropole Rouen Normandie ;
- Vu l'accord du 16 septembre 2021 de la société AKZO NOBEL en tant que maison mère de la société AKZO NOBEL Packaging Coatings, l'ancien exploitant et propriétaire des parcelles, sur l'usage futur retenu proposé par la société LH PROJET à savoir l'usage résidentiel ;
- Vu le courrier du 29 septembre 2021 de la Métropole Rouen Normandie sur l'usage futur proposé par la société LH PROJET à savoir l'usage résidentiel ;

- Vu le dossier de tiers demandeur (demande préalable et dossier de demande de substitution) transmis par la société LH PROJET le 22 septembre 2021 et complété les 29 septembre et 10 décembre 2021 ;
- Vu le courrier de la société LH PROJET du 14 octobre 2021 précisant l'usage futur et le périmètre de reprise de la réhabilitation et de la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit des parcelles anciennement exploitées ;
- Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 25 novembre 2021 ;
- Vu le rejet tacite du dossier de tiers demandeur en date du 22 janvier 2022 suite à l'absence de réponse complète à l'avis de l'Agence Régionale de Santé susvisé dans les délais prévus par l'article R.512-78 du code de l'environnement ;
- Vu le dossier de tiers demandeur mis à jour transmis le 28 février 2022 ;
- Vu les courriers de l'inspection des installations classées datés du 1<sup>er</sup> mars 2022 et adressés à la Métropole Rouen Normandie, à la Mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf et aux sociétés LH PROJET et AKZO NOBEL, société mère de la société AKZO NOBEL Packaging Coatings spécifiant que l'usage retenu est celui proposé à savoir l'usage résidentiel;
- Vu l'avis du 15 mars 2022 de l'Agence Régionale de Santé Normandie ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite aux sociétés LH PROJET et AKZO NOBEL en date du 6 avril 2022 ;
- Vu les observations présentées par la société LH PROJET par courriel en date du 12 avril 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 avril 2022 ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 20 avril 2022 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées dans le cadre de la phase de contradictoire par le demandeur sur ce projet par courriel du 25 avril 2022 ;

#### **CONSIDÉRANT :**

que la société AKZO NOBEL Packaging Coatings, ci-après nommée l'exploitant, a déclaré la cessation d'activité de son usine de fabrication de peinture 182 rue Ludovic Becquet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf le 24 février 2014 ;

que la société ICI Packaging Coatings a modifié sa dénomination sociale en 2008 pour la dénomination sociale AKZO NOBEL Packaging Coatings ;

que la société ICI Packaging Coatings est aujourd'hui représentée par la société AKZO NOBEL avec laquelle elle a fusionné, par voie d'absorption, en date du 31 décembre 2021 ;

que l'exploitant est tenu de remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, en application des dispositions de l'article L. 512-6-1 du même code ;

que les études de sols réalisées par l'exploitant mettent en exergue la présence de composés organiques, en lien avec les activités historiques du site ;

que les études de sols réalisées par l'exploitant mettent en exergue la présence de cuivre, de mercure et de plomb sur la parcelle ;

que les études de la qualité des eaux souterraines réalisées par l'exploitant mettent en exergue la présence d'hydrocarbures sur quatre zones relevant des activités du site mais non mobiles à l'extérieur du site ;

que la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués préconise, indépendamment des risques sanitaires induits par la présence de ces composés, d'éliminer les sources de pollutions concentrées ou à défaut, sur la base du bilan coûts-avantages et de l'analyse des risques sanitaires intrinsèques au mémoire de réhabilitation, d'en assurer la maîtrise ;

que l'exploitant dispose d'un réseau d'ouvrages afin de surveiller l'impact des activités passées du site sur la qualité des eaux souterraines ;

qu'aucune mesure de surveillance de la qualité des eaux souterraines n'est encadrée par un arrêté préfectoral opposable à la société LH PROJET ;

que le tiers demandeur souhaite reprendre à son compte les opérations de réhabilitation ainsi que la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;

que l'usage retenu est l'usage résidentiel ;

que le tiers demandeur a intégré à sa demande les éléments suivants :

- l'accord de la maison mère du dernier exploitant (la société AKZO NOBEL Packaging Coatings également propriétaire de la parcelle) sur l'usage futur envisagé et l'étendue du transfert de réhabilitation ;
- la proposition d'usage futur ;
- l'accord de l'autorité compétente en matière d'urbanisme sur la parcelle concernée à savoir la Métropole de Rouen Normandie et la Mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf ;

que des mesures de gestion visant à traiter en partie par extraction des gaz du sol in situ et en partie par évacuation hors site des terres impactées sont planifiées par le tiers demandeur ;

que d'autres mesures de gestion consistant à la mise en œuvre d'aménagements spécifiques voire à la restriction des usages des terrains au droit de certaines zones sont envisagées dans le cadre du projet porté par le tiers demandeur ;

que la mise en œuvre de ces mesures de gestion conduisent à estimer que le risque sanitaire pour les futurs usagers des terrains, dans le cadre du projet d'aménagement porté par le tiers demandeur, est acceptable au regard de la réglementation applicable ;

que la demande formulée par la société LH PROJET contient l'ensemble des éléments exigés dans le cadre de la procédure dite de tiers demandeur visé à l'article L.512-21 du code de l'environnement ;

dans ces conditions qu'au vu des éléments transmis, la demande d'accord préalable effectuée par la société LH PROJET est jugée complète et recevable ;

qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article R.512-76 et suivants du code de l'environnement ;

que les observations du pétitionnaire ont été prises en compte ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1.1**

Cet arrêté vise à encadrer la procédure de substitution pour procéder et encadrer la réhabilitation des parcelles présentes sur l'emprise du site exploité jusqu'à fin décembre 2014 par la société AKZO NOBEL Packaging Coatings sis 182, rue Ludovic Becquet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf. Il s'agit des parcelles n° AC 419 et AC 522 situées dans la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

La substitution s'exerce entre :

#### **L'EXPLOITANT :**

La société « AKZO NOBEL » enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Compiègne avec pour SIREN le numéro 784 326 019 dont le siège social se trouve Z.I. les Bas près rue Jean Cassé 60160 Montataire,

Représentée par Monsieur Frédéric GUETIN, Président de la société AKZO NOBEL ayant tout pouvoir à l'effet de la présente substitution ;

#### **LE TIERS DEMANDEUR :**

La société LH PROJET identifiée sous le numéro SIREN 883 707 713 dont le siège social est ZI Rue du Manoir CS 80078 – 76340 Blangy-sur-Bresle,

Représentée par Monsieur Paul LHOTELLIER, en tant que gérant. Il est précisé que la société LH PROJET est une filiale à 100 % du groupe LHOTELLIER, ayant tout pouvoir à l'effet de la présente substitution.

**Sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, la société LH PROJET adresse à Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime l'attestation de la maîtrise foncière du terrain ou l'autorisation du propriétaire de réaliser les travaux prescrits.

#### **Article 1.2 - Répartition des mesures de surveillance et de gestion**

Conformément aux éléments du dossier de tiers demandeur susvisé, la société LH PROJET se substitue à la société AKZO NOBEL en qualité de tiers demandeur au sens de l'article L.512-21 du code de l'environnement pour prendre à sa charge la réalisation et les coûts des mesures de réhabilitation et de surveillance dues aux activités de la société AKZO NOBEL au droit des limites sur site et nécessaires à la mise en compatibilité de l'intégralité du terrain pour un usage futur résidentiel.

#### **Article 1.3 Généralités**

Les travaux de réhabilitation sont réalisés selon les objectifs et modalités décrits ci-après.

De façon mensuelle, le tiers demandeur adresse à l'inspection des installations classées un compte-rendu d'avancement des travaux, détaillant les opérations effectuées le mois écoulé et les opérations à venir le mois suivant.

L'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

#### Protection des travailleurs :

Les opérations de réhabilitation sont menées dans le respect du code du travail. En outre, les mesures de prévention et de protection sont prises pour assurer la protection des travailleurs vis-à-vis des risques d'inhalation des polluants volatils. En particulier, les préconisations détaillées dans le chapitre 1.4 intitulé « risques transitoires liés à la période de chantier » pages 128 et 129 du mémoire susvisé doivent être respectées.

#### Prévention des nuisances

Les travaux de dépollution évoqués dans le présent arrêté sont effectués dans des conditions permettant de prévenir les nuisances pour les riverains, qu'il s'agisse du bruit, des odeurs ou des envols de poussières, et dans le respect de la législation sur les installations classées.

#### Prévention des risques

Pendant les travaux objet du présent arrêté, l'accès au site est limité aux seules personnes habilitées ou autorisées. Les zones à risque sont identifiées et balisées de manière adéquate, qui ne doit pas prêter à interprétation. Une surveillance régulière est mise en place et consignée.

#### Gestion des eaux de chantier

Les eaux de ruissellement sur le chantier sont dirigées et éventuellement traitées conformément à la réglementation en vigueur.

## TITRE 2 - RÉHABILITATION

### Article 2.1 - Description des travaux de réhabilitation

#### Article 2.1.1 - Étude de référence :

Le mémoire de réhabilitation du 24 septembre 2021 réalisé par la société ARCADIS et référencé « 20-000777-LHOTELLIER-RPT-00002-B02 », le document en réponse aux questions de l'Agence Régionale de Santé Normandie réalisé par la société ARCADIS et référencé « 20-000777-LHOTELLIER-SPLE-NOT-00004\_A02 », le document relatif aux investigations complémentaires sur les sols, les gaz du sol et les eaux souterraines de juin 2015 réalisé par la société ARCADIS et référencé « AFR0151-DIA-215-09-0080-0008-RPT-A04 » sont pris en référence pour l'élaboration des prescriptions.

Cette étude fait l'objet d'un accord entre les sociétés AKZO NOBEL Packaging Coatings et LH PROJET.

#### Article 2.1.2 - Les objectifs de dépollution à atteindre et gestion des zones polluées :

Afin de garantir la compatibilité des teneurs résiduelles avec les usages futurs, les sols après traitement doivent présenter les résultats suivants au droit des secteurs du mémoire de réhabilitation cité dans l'article 2.1.1 du présent arrêté :

#### Zone 2 sud (espaces verts collectifs)

Le traitement des zones de pollutions concentrées 1, 2, 3, 4 et 9 se poursuit jusqu'à ce que l'une de ces deux conditions soit remplie :

- atteindre un pourcentage d'abattement des concentrations initiales dans les gaz du sol de 80 %
- la démonstration de l'atteinte d'une asymptote dans les concentrations gaz du sol mesurées au niveau des piézais.

Dans tous les cas, l'arrêt du traitement est validé par l'inspection des installations classées.

Afin de déterminer les résultats à atteindre après traitement, le protocole suivant est mis en œuvre :

- Détermination d'un point de référence à travers la réalisation d'une campagne de prélèvements des gaz du sol avant démarrage des travaux de réhabilitation (point de référence)
- Pendant les travaux de réhabilitation, réalisation d'un suivi mensuel des gaz du sol par l'entreprise en charge des travaux
- Après les travaux, réalisation de 2 campagnes de prélèvements des gaz du sol espacées de 3 mois minimum après l'arrêt de l'unité de venting/bioventing, pour observer un éventuel effet rebond

Les composés à rechercher dans les gaz du sol lors des différentes campagnes de prélèvements sont les suivants :

- BTEXN (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes, Naphtalène)
- Hydrocarbures C5-C16

Traitement spécifique des impacts ponctuels :

Au droit du sondage ST6A, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 50 cm de profondeur

| Paramètres                   | Seuils (mg/kg MS) |
|------------------------------|-------------------|
| Plomb à 0,50 m de profondeur | 50                |

Au droit du sondage ST11, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 50 cm de profondeur

| Paramètres                    | Seuils (mg/kg MS) |
|-------------------------------|-------------------|
| Cuivre à 0,50 m de profondeur | 20                |

Des prélèvements en vue d'analyses avec recherche de cuivre ou de plomb sont réalisés à l'issue des travaux d'excavation comme suit :

- 1 prélèvement moyen d'échantillon de sol sur chaque paroi (bords de fouille) ;
- 1 prélèvement moyen en fond de fouille.



Des échantillons de fonds et bords de fouille sont collectés au droit de chaque zone excavée pour être analysés en laboratoire.

Les fonds de fouille font l'objet d'une analyse d'un échantillon moyen représentatif d'une surface de 25 m<sup>2</sup> (emprise de la fouille).

Chaque échantillon moyen est préparé à l'aide de 5 prélèvements par un remplissage du flacon directement avec lesdits prélèvements. Les échantillons moyens sont prélevés avec des méthodes permettant de préserver les composants volatils.

Si les analyses des bords de fouille ne sont pas conformes aux valeurs seuils du présent article, l'exploitant propose une stratégie d'excavation supplémentaire dont il justifie le dimensionnement. Cette stratégie fait l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées avant mise en œuvre.

Le cas échéant l'excavation supplémentaire est stoppée si les concentrations des paramètres sont inférieures ou égale aux seuils de dépollution en fond et bord des fouilles.

En cas de limites techniques ou géographiques ponctuellement atteintes et avec une impossibilité technique de respecter l'objectif de réhabilitation prescrit dans le présent arrêté, l'exploitant :

- consigne les concentrations résiduelles mesurées ;
- évalue d'un point de vue sanitaire et environnemental, la compatibilité du site avec son futur usage résidentiel ;
- prévient l'inspection des installations classées pour validation.

Le programme analytique comprend les analyses de cuivre et de plomb.

Avant remblaiement, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un dossier comprenant, pour chaque zone :

- le plan d'échantillonnage des terres des bords et fonds de fouille ;
- un récapitulatif des résultats obtenus ;
- les bulletins d'analyses.

Pour chaque zone ou partie de zone, le démarrage des travaux de remblaiement doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'inspection des installations classées.

Les zones d'excavation sont remblayées soit avec les terres excavées des fouilles de l'emprise respectant les seuils de dépollution tels que définis dans le présent article, soit avec des terres ou des matériaux d'apport non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'exploitant met en place toutes les actions nécessaires afin de s'assurer du respect du présent alinéa. Les terres excavées présentant des seuils de concentration ne respectant pas les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques ne respectent pas l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sont envoyées dans des centres de traitement autorisés.

#### Zone 2 nord (résidentiel collectif)

Le traitement de la zone de pollutions concentrées 6 est poursuivi jusqu'à ce que les concentrations des paramètres suivants soient inférieures ou égales aux valeurs suivantes :

BTEX

| Paramètres   | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|--------------|-----------------------------|
| Benzène      | 0,8                         |
| Toluène      | 23,4                        |
| Ethylbenzène | 158,1                       |
| Xylènes      | 357                         |

Hydrocarbures aliphatiques :

| Paramètres | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|------------|-----------------------------|
| C5-C6      | 18,4                        |
| C6-C8      | 183,2                       |
| C8-C10     | 180,1                       |
| C10-C12    | 26,9                        |
| C12-C16    | 12,1                        |

Hydrocarbures aromatiques :

| Paramètres | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|------------|-----------------------------|
| C8-C10     | 1428                        |
| C10-C12    | 10,1                        |
| C12-C16    | 8,9                         |

En complément du traitement, un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane (ou dispositif équivalent) est mis en œuvre sous le bâtiment C.

Dans le cas où les concentrations de l'ensemble de ces paramètres ne sont pas atteintes, un drainage des gaz sous dalle avec géomembrane (ou dispositif équivalent) est mis en œuvre sous le bâtiment B.

Zone 2 nord (espaces verts collectifs)

Le traitement des zones de pollutions concentrées 4, 5, 7, 8, 9 et 10 se poursuit jusqu'à ce que l'une de ces deux conditions soit remplie :

- atteindre un pourcentage d'abattement des concentrations initiales dans les gaz du sol de 80 %
- la démonstration de l'atteinte d'une asymptote dans les concentrations gaz du sol mesurées au niveau des piézais.

Dans tous les cas, l'arrêt du traitement est validé par l'inspection des installations classées.

Afin déterminer les résultats à atteindre après traitement, le protocole suivant est mis en œuvre :

- Détermination d'un point de référence à travers la réalisation d'une campagne de prélèvements des gaz du sol avant démarrage des travaux de réhabilitation (point de référence)
- Pendant les travaux de réhabilitation, réalisation d'un suivi mensuel des gaz du sol par l'entreprise en charge des travaux
- Après les travaux, réalisation de 2 campagnes de prélèvements des gaz du sol espacées de 3 mois minimum après l'arrêt de l'unité de venting/bioventing, pour observer un éventuel effet rebond

Les composés à rechercher dans les gaz du sol lors des différentes campagnes de prélèvements sont les suivants :

- BTEXN (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes, Naphtalène)
- Hydrocarbures aliphatiques C5-C16

Zone 3 (logements n°s 1, 2, 5, 6, 7 et 8)

Au droit du sondage pza32, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres                     | Seuils (mg/kg MS)                       |
|--------------------------------|---|
| Benzène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Toluène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Xylènes                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Trichloroéthylène              | Limite de quantification du laboratoire |
| Méthanol                       | Limite de quantification du laboratoire |
| Acétone                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Cadmium à 1,50 m de profondeur | 0,45                                    |
| Cuivre à 1,50 m de profondeur  | 20                                      |
| Mercure à 1,50 m de profondeur | 0,10                                    |
| Plomb à 1,50 m de profondeur   | 50                                      |
| Zinc à 1,50 m de profondeur    | 100                                     |

Au droit du sondage SC2, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres                     | Seuils (mg/kg MS)                       |
|--------------------------------|---|
| Benzène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Toluène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Xylènes                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Trichloroéthylène              | Limite de quantification du laboratoire |
| Méthanol                       | Limite de quantification du laboratoire |
| Acétone                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Mercure à 1,50 m de profondeur | 0,10                                    |

Au droit du sondage S23, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres                     | Seuils (mg/kg MS)                       |
|--------------------------------|---|
| Benzène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Toluène                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Xylènes                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Trichloroéthylène              | Limite de quantification du laboratoire |
| Méthanol                       | Limite de quantification du laboratoire |
| Acétone                        | Limite de quantification du laboratoire |
| Cadmium à 1,50 m de profondeur | 0,45                                    |
| Mercure à 1,50 m de profondeur | 0,10                                    |



Au droit du sondage S33, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres        | Seuils (mg/kg MS)                       |
|-------------------|---|
| Benzène           | Limite de quantification du laboratoire |
| Toluène           | Limite de quantification du laboratoire |
| Xylènes           | Limite de quantification du laboratoire |
| Trichloroéthylène | Limite de quantification du laboratoire |
| Méthanol          | Limite de quantification du laboratoire |
| Acétone           | Limite de quantification du laboratoire |

Au droit du sondage pza22, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres                     | Seuils (mg/kg MS)                       |
|--------------------------------|---|
| Méthanol                       | Limite de quantification du laboratoire |
| Cadmium à 1,50 m de profondeur | 0,45                                    |
| Cuivre à 1,50 m de profondeur  | 20                                      |
| Mercure à 1,50 m de profondeur | 0,10                                    |
| Plomb à 1,50 m de profondeur   | 50                                      |
| Zinc à 1,50 m de profondeur    | 100                                     |

Au droit du sondage SC3, excavation sur une emprise de 5 m x 5 m sur 1,50 m de profondeur :

| Paramètres                     | Seuils (mg/kg MS)                       |
|--------------------------------|---|
| Méthanol                       | Limite de quantification du laboratoire |
| Cuivre à 1,50 m de profondeur  | 20                                      |
| Mercure à 1,50 m de profondeur | 0,10                                    |
| Plomb à 1,50 m de profondeur   | 50                                      |

Des prélèvements en vue d'analyses avec recherche des paramètres concernés sont réalisés à l'issue des travaux d'excavation comme suit :

- 1 prélèvement moyen d'échantillon de sol sur chaque paroi
- 1 prélèvement moyen en fond de fouille

Des échantillons de fonds et bords de fouille sont collectés au droit de chaque zone excavée pour être analysés en laboratoire.

Les fonds de fouille font l'objet d'une analyse d'un échantillon moyen représentatif d'une surface de 25 m<sup>2</sup> (emprise de la fouille).

Chaque échantillon moyen est préparé à l'aide de 5 prélèvements par un remplissage du flacon directement avec lesdits prélèvements. Les échantillons moyens sont prélevés avec des méthodes permettant de préserver les composants volatils.

Si les analyses des bords de fouille ne sont pas conformes aux valeurs seuils du présent article, l'exploitant propose une stratégie d'excavation supplémentaire dont il justifie le dimensionnement. Cette stratégie fait l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées avant mise en œuvre.

L'excavation est stoppée si les concentrations des paramètres sont inférieures ou égale aux seuils de dépollution en fonds et bords des fouilles.

En cas de limites techniques ou géographiques ponctuellement atteintes et avec une impossibilité technique de respecter l'objectif de réhabilitation prescrit dans le présent arrêté, l'exploitant :

- consigne les concentrations résiduelles mesurées ;
- évalue d'un point de vue sanitaire et environnemental, la compatibilité du site avec son futur usage résidentiel ;
- prévient l'inspection des installations classées pour validation.

Le programme analytique comprend les analyses des paramètres mentionnés dans les tableaux ci-dessus.

Avant remblaiement, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un dossier comprenant, pour chaque zone :

- le plan d'échantillonnage des terres des bords et fonds de fouille ;
- un récapitulatif des résultats obtenus ;
- les bulletins d'analyses.

Pour chaque zone ou partie de zone, le démarrage des travaux de remblaiement doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'inspection des installations classées.

Les zones d'excavation sont remblayées soit avec les terres excavées des fouilles de l'emprise respectant les seuils de dépollution tels que définis dans le présent article, soit avec des terres ou des matériaux d'apport non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'exploitant met en place toutes les actions nécessaires afin de s'assurer du respect du présent alinéa. Les terres excavées présentant des seuils de concentration ne respectant pas les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques ne respectent pas l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sont envoyées dans des centres de traitement autorisés.

En plus, un apport de matériaux non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sur 30 cm d'épaisseur sur la totalité de la surface des jardins privatifs des lots n°1, 2, 5, 6, 7, et 8 est mis en œuvre.

#### Zone 3 (partie limitrophe avec la zone 2 nord) à réception des travaux de dépollution réalisés au droit de la zone 2 nord

Lors de la réception des travaux de dépollution en limite avec la zone 2 nord des prélèvements de gaz du sol sont réalisés afin de contrôler la qualité du milieu souterrain au droit des blocs logements n°s 1, 2, 3 et 4 et du bâtiment B.

Les résultats d'analyse des prélèvements de gaz du sol réalisés au droit ces blocs logements doivent respecter les concentrations maximales admissibles suivantes (mg/m<sup>3</sup>) :

#### BTEX

| Paramètres   | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|--------------|-----------------------------|
| Benzène      | 0,4                         |
| Toluène      | 11,7                        |
| Ethylbenzène | 79                          |
| Xylènes      | 179                         |

#### Hydrocarbures aliphatiques :

| Paramètres | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|------------|-----------------------------|
| C5-C6      | 9,2                         |
| C6-C8      | 91,6                        |
| C8-C10     | 90                          |
| C10-C12    | 13,5                        |
| C12-C16    | 6,1                         |

Hydrocarbures aromatiques :

| Paramètres | Seuils (mg/m <sup>3</sup> ) |
|------------|-----------------------------|
| C8-C10     | 442                         |
| C10-C12    | 5,1                         |
| C12-C16    | 4,5                         |

Si les concentrations mesurées dans les gaz du sol au sein des ouvrages des blocs logements n°1, 2, 3 et 4 et du bâtiment B sont supérieures aux concentrations maximales admissibles présentées ci-dessus, les mesures constructives proposées (drainage des gaz sous dalle avec géomembrane ou dispositif équivalent) sont à mettre en œuvre au droit de ces 4 blocs de logements et du bâtiment B.

En fonction des résultats des travaux de dépollution sur la zone 2 Nord, les jardins privatifs des logements n°3 et 4 reçoivent un recouvrement par 30 cm de matériaux d'apport non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'absence de nécessité de mise en œuvre de ce recouvrement fait l'objet d'une note afin de justifier la compatibilité des concentrations résiduelles avec l'usage jardins privatifs. Cette analyse est soumise à la validation des services de l'inspection des installations classées et de l'ARS.

Le tiers demandeur met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs démontrant la provenance et la qualité des terres utilisées dans le cadre de cette réhabilitation.

En cas de limites techniques ou géographiques ponctuellement atteintes et avec une impossibilité technique de respecter l'objectif de réhabilitation prescrit dans le présent arrêté, le tiers demandeur :

- consigne les concentrations résiduelles mesurées ;
- évalue d'un point de vue sanitaire et environnemental, la compatibilité du site avec son futur usage industriel ;
- prévient l'inspection des installations classées pour validation.

#### **Article 2.1.3 - Description des travaux - Mesures de gestion :**

Les travaux sont exécutés sur les parcelles n° AC 419 et AC 522 dans la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

Dans l'état actuel des connaissances et au vu du bilan coûts / avantages présenté dans le plan de gestion susvisé, les travaux suivants sont réalisés :

- pour la zone 2 nord traitement par venting/bioventing en zone non saturée, associée à l'oxydation chimique in situ en zone saturée pour les zones le nécessitant
- pour la zone 2 sud traitement par venting/bioventing en zone non saturée, associée à l'oxydation chimique in situ en zone saturée pour les zones le nécessitant et excavation et évacuation hors site des impacts en cuivre et plomb
- pour la zone 3 excavation et apport de matériaux non issus de sites et sols pollués, et présentant des seuils de concentration respectant les critères correspondant aux déchets inertes et dont les caractéristiques respectent l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sur 1,5 m d'épaisseur au droit des sondages S23, S33, SC2, SC3, Pza22 et Pza32 (5 x 5 m) ET 30 cm sur le reste des jardins privatifs concernés (logements n°1, 2, 5, 6, 7 et 8 sur le plan de zonage).

Concernant les techniques de traitement en zone saturée, il est laissé la possibilité au tiers demandeur de proposer d'autres techniques de dépollution via un argumentaire détaillé, pour validation par l'inspection des installations classées.

Ces scénarios servent au calcul du montant des garanties financières.

Si le tiers demandeur procède à l'évacuation et le traitement d'une partie des terres hors site, elles sont dirigées vers des filières de traitement dûment autorisées et adaptées selon la réglementation applicable en matière de déchets (certificat d'acceptation préalable, bordereau de suivi de déchets, etc. ).

Des analyses sont réalisées et portent sur les traceurs de l'impact résiduel, c'est-à-dire a minima sur les hydrocarbures légers C5-C6, C6-C8, C8-C10, C10-C12 et C12-C16, les métaux, le Benzène / Toluène / Ethylbenzène / Xylène et les Composés Organiques Halogénés Volatils ainsi que l'ensemble des substances listées dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et dans l'article 2.1.2 du présent titre.

**Article 2.1.4 - Délais de réalisation des travaux :**

Les travaux doivent être effectués en deux tranches correspondant à la réhabilitation complète des parcelles.

La durée estimée des travaux de dépollution est de 1 à 2 ans, à compter de la purge des recours des tiers (4 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral). Les travaux se déroulent sur 2 phases principales depuis la zone nord du site (zone 3) vers la zone sud du site (zones 1 et 2) :

- La tranche 1 dure entre 6 à 8 mois et comprend les travaux préparatoires de désamiantage et de démolition sur l'ensemble du site, ainsi que les traitements des sols sur les zones définies de la zone 3, hormis le bâtiment B et les lots 1, 2, 3 et 4 car ils sont potentiellement soumis à des mesures constructives en fonction des résultats de dépollution de la zone 2.  
À l'issue des travaux sur la tranche 1, le tiers demandeur remet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux afin de valider l'atteinte des objectifs fixés sur cette zone. Cette validation intermédiaire a pour objet de permettre le démarrage du programme immobilier des travaux d'aménagement du site sur cette zone spécifique.
- La tranche 2 dure environ 1,5 an et consistera en la réalisation des travaux de dépollution du reste du site.

La totalité des travaux doit être réalisée, en tout état de cause, **dans un délai n'excédant pas 2 ans et demi à compter de la réception par le Préfet du document attestant de la constitution des garanties financières à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 2.1.5 - Estimation du coût du chantier :**

Dans le cadre du dossier de tiers demandeur, le coût estimé des travaux de dépollution est de 1 668 000 euros hors taxes (donc de 2 001 600 euros toutes taxes comprises) pour les travaux prévus dans le mémoire de réhabilitation précité (*venting*, excavation et recouvrement).

**Article 2.1.6 – Analyse des risques résiduels:**

A l'issue des travaux sur la tranche 1 et à l'issue des travaux sur le reste du site, le tiers demandeur remet à l'inspection des installations classées à l'issue des travaux, un rapport de fin de travaux, ; le rapport doit notamment apporter :

- un bilan des opérations et du déroulement du chantier,
- les documents de traçabilité et d'élimination des déchets,
- les justificatifs relatifs au respect des objectifs de dépollution, par :
  - l'apport de tout document utile montrant le respect des cahiers des charges par les entreprises qui sont intervenues sur le chantier (revue de chantier...),
  - la réalisation de mesures analytiques fiables et représentatives dont les résultats montrent l'efficacité du traitement et les valeurs résiduelles en fond de fouille et sur les parois.
- l'analyse des risques résiduels telle que présentée dans la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007, démontrant l'innocuité de ces pollutions résiduelles mesurées sur les usages du site, des mesures d'air intérieur des bâtiments et de gaz de sol doivent être réalisées.
- en cas de besoin, une mise à jour des propositions de restrictions d'usage.

### **TITRE 3 - SURVEILLANCE de la qualité DES EAUX SOUTERRAINES et des GAZ DE SOL**

La société LH PROJET est tenue de surveiller la qualité des eaux souterraines et la teneur résiduelle en polluants dans les gaz de sols au droit du site, conformément aux dispositions du présent article.

#### **Article 3.1 - Conception et positionnement du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines**

Les ouvrages de surveillance sont implantés dans l'emprise du site en amont et en aval hydraulique conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

#### **Article 3.2 - Réseau des ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines**

La société LH PROJET respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

Le réseau doit rester pérenne tant qu'il est nécessaire au suivi analytique des eaux susceptibles d'être contaminées du fait des composés mis en évidence dans la nappe au droit du site.

#### **Article 3.3 - Définition des campagnes d'analyses des eaux souterraines**

Au moyen de chaque ouvrage, des prélèvements et des analyses d'eau souterraine doivent être effectuées suivant une fréquence **semestrielle** selon les normes applicables en termes de hautes et basses eaux.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Cette surveillance porte au moins sur les paramètres listés au présent article.

Les paramètres suivants sont recherchés :

- indices organoleptiques (couleur, aspect, turbidité),
- niveau piézométrique,
- température, conductivité électrique, pH et potentiel redox,
- métaux (arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, et zinc),
- Composés Organiques Halogénés Volatils ;
- Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylène ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques ;
- Alkylbenzènes ;
- coupes hydrocarbures TPH aliphatiques et aromatiques ;
- indice hydrocarbures (coupes hydrocarbures C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub>) ;
- indice hydrocarbures (coupes hydrocarbures C<sub>5</sub>-C<sub>10</sub>).

En outre, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

#### **Article 3.4 - Prélèvements et analyses d'eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur compte tenu des caractéristiques du milieu.

Lorsque les normes existent, le laboratoire choisi pour effectuer les analyses est agréé par le Ministère en charge de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées et aux normes de référence (ou tout autre texte venant le compléter, modifier ou remplacer).

Les fiches de prélèvement et les bordereaux de suivi des échantillons sont conservés par la société LH PROJET afin d'assurer la traçabilité de l'échantillonnage sur toute la période de surveillance.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés aux frais de la société LH PROJET.



Les échantillons doivent être prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

La représentativité des échantillons est notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume au moins égal à 3 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site doit en informer au préalable, pour accord, l'Inspection des Installations Classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

### **Article 3.5 - Transmission des résultats**

Les résultats des campagnes d'analyses et leurs interprétations doivent être communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception et au plus tard 12 semaines après la date des prélèvements. Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats doivent être saisis dans l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

Les résultats doivent être présentés sous forme de tableaux synthétiques mentionnant les valeurs de référence et, en annexe, la copie des certificats d'analyses et des fiches d'échantillons conformes à la norme AFNOR FD X31-615.

De plus, le tiers demandeur doit transmettre également un tableau des niveaux piézométrique relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres

En cas de dépassement des valeurs de référence ou de dérive observée, les résultats doivent être commentés et les causes en sont recherchées.

La société LH PROJET procède à une interprétation des résultats obtenus avec des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au regard notamment de :

- la comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- la comparaison des résultats avec des valeurs de référence (arrêté ministériel du 17 décembre 2008, ...).

Le tiers demandeur doit informer l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution identifiée suite aux analyses précédemment citées. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, la société LH PROJET doit proposer un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

### **Article 3.6 - Bilan**

Un bilan de suivi analytique est réalisé annuellement.

À l'issue d'une période de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté, la société LH PROJET doit fournir un bilan quadriennal afin de donner les orientations quant au devenir de la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'objectif est de contrôler l'évolution de la qualité des eaux souterraines et de vérifier que l'évolution des concentrations est favorable à l'environnement au cours des années.

Le bilan doit être synthétique et commenté en vue de répondre à son objectif.

L'interprétation des résultats se fonde sur les valeurs de référence adaptées.

Le bilan doit également permettre de justifier la pertinence de la fréquence des analyses et le bon emplacement des ouvrages.

À l'issue de cette période de quatre ans, dans le cas où les concentrations dans les eaux souterraines (en lien avec les activités du site) n'évoluent pas, voire décroissent, le tiers demandeur peut proposer de stopper ce suivi auprès de l'inspection des installations classées.

Si une dérive est observée pendant le suivi, le tiers demandeur justifie la nécessité de mettre en œuvre des travaux de dépollution supplémentaire sur ce milieu.

#### **Article 3.7 - Entretien des ouvrages**

Le tiers demandeur doit surveiller et entretenir les ouvrages de manière à garantir leur efficacité, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement d'un ouvrage, tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement doivent être portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

L'entretien et la cessation d'utilisation des ouvrages doivent se faire conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Les ouvrages doivent être aménagés et équipés de manière à éviter toute infiltration d'effluents susceptibles de polluer la nappe phréatique. Ainsi, il convient notamment :

- d'étanchéifier le sol autour des ouvrages avec une pente vers l'extérieur ;
- d'équiper les orifices d'accès aux ouvrages d'un capot étanche.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, le tiers demandeur doit en informer le préfet et prendre les mesures appropriées pour son obturation ou son comblement afin d'éviter la pollution de toute nappe souterraine. Le tiers demandeur prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité doivent être consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouvel ouvrage ou la mise hors service d'un ouvrage doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

### **TITRE 4 - GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **Article 4.1 - Garanties Financières**

La société LH PROJET est tenue de constituer des garanties financières visant réhabilitation du site implanté 182, rue Ludovic Becquet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf sur les parcelles n° AC 419 et AC 522 dans la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

#### **Article 4.2 - Montant des garanties financières :**

Le montant des garanties financières liées à la gestion de la dépollution est de **2 001 600 euros TTC**.

La garantie doit être constituée en une tranche.

#### **Article 4.3 - Modalités de constitution des garanties financières :**

La société LH PROJET doit communiquer au Préfet, dans un délai de **2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, le document attestant la constitution des garanties financières, établi suivant une des formes prévues par l'article R.512-80 I du code de l'environnement.

#### **Article 4.4 - Durée des garanties financières :**

La durée des garanties est égale a minima à la durée du chantier de dépollution.

#### **Article 4.5 - Levée de l'obligation de garanties financières :**

Conformément à l'article R.512-78 V du code de l'environnement, l'inspecteur constate par procès-verbal la réalisation totale des travaux. Il transmet le procès-verbal au Préfet qui en adresse un exemplaire à la société LH PROJET, au dernier exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain. Ce procès-verbal a pour seul effet de permettre la levée partielle ou totale des garanties financières.

**Article 4.6 - Obligations d'information :**

La société LH PROJET doit informer le Préfet de :

- tout changement de garant,
- tout changement de forme des garanties financières,
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières.

## **TITRE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

**Article 5.1 Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société LH PROJET.

**Article 5.2**

Le site est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration juge nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

**Article 5.3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5.4 : Mesures de publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint Pierre les Elbeuf et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint Pierre les Elbeuf pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint Pierre les Elbeuf fait connaître, par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 5.5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Rouen conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par le tiers demandeur, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné aux 1° et 2°.

Ce délai de recours est susceptible d'être prolongé si la date de fin de la période d'urgence sanitaire prévue à l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 susvisée était reportée et que l'échéance de recours prévu à l'alinéa précédent expirait avant la fin d'un délai d'un mois après l'échéance de la nouvelle période d'urgence sanitaire ainsi étendue. En quel cas, en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 susvisée, le délai de recours serait alors de deux mois suivant cette échéance d'un mois suivant la nouvelle fin de la période d'urgence sanitaire ainsi étendue.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 5.6 Sanctions**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet de sanctions prévues par la législation des installations classées, indépendamment des sanctions pénales encourues.

#### **Article 5.7 :Exécution, ampliation**

La secrétaire générale de la préfecture de Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur de l'Agence Régionale de Santé Normandie et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf et à la société LH PROJET.

Fait à ROUEN, le **09 MAI 2022**

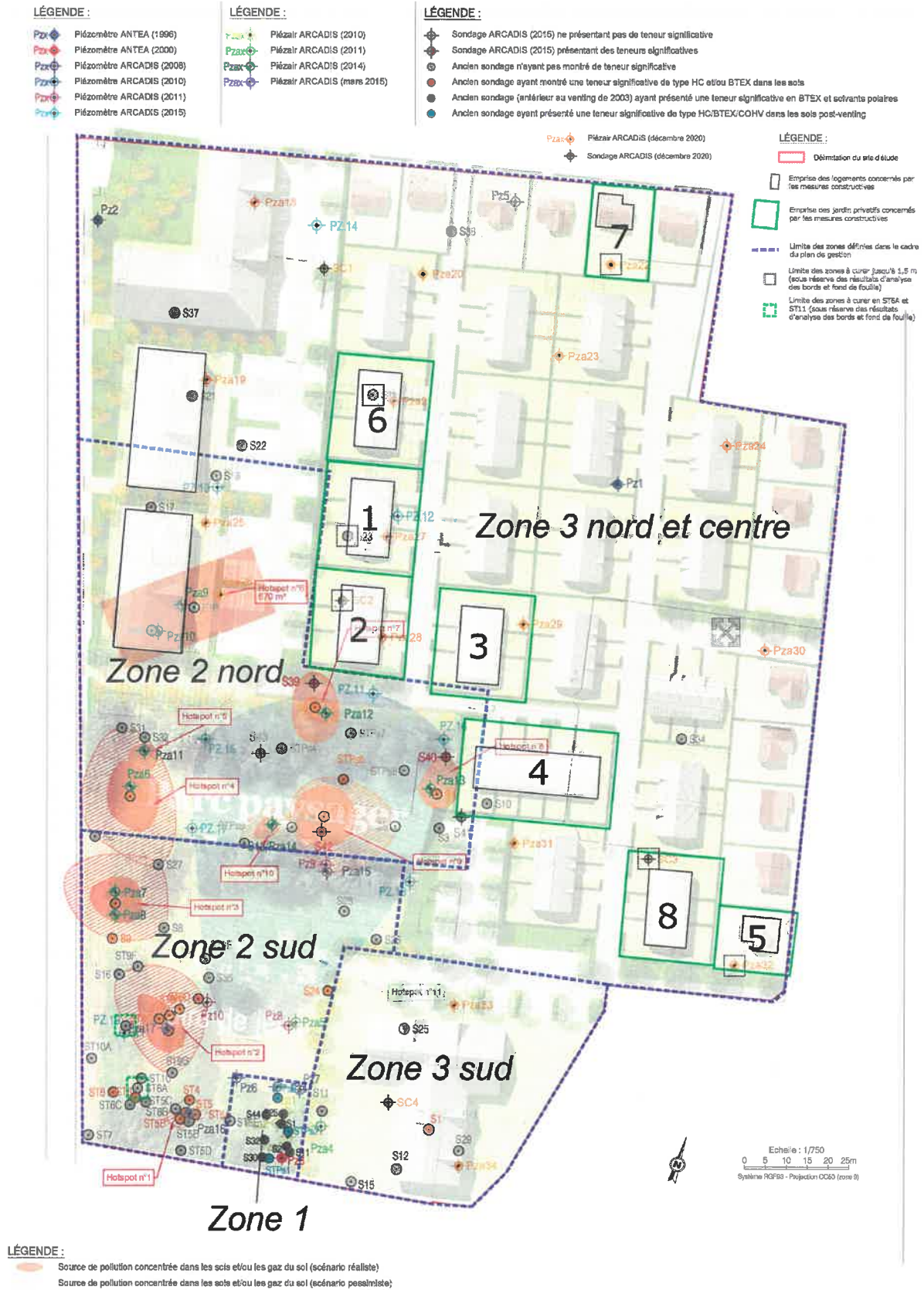
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Béatrice STEEFAN



## Annexe 1 : plan du projet





## Annexe 2 : plan d'implantation des piezomètres

